

membres de l'alliance, toutes minimales qu'elles pourraient être, suffiraient amplement au bout de quelques années, à réaliser ce projet d'une manière imposante et même grandiose. On a jugé convenable d'adopter ici un moyen de perception plus prompt et qui semble plus sûr. Souhaitons qu'il produise, le plus tôt possible, les heureux résultats que l'on en attend, afin que, tous ensemble, nous puissions ensuite travailler à remplir le but de l'alliance, qui n'est autre que celui de l'association Saint-Jean-Baptiste par l'union complète entre les enfants d'une même famille, le maintien de nos institutions, de notre langue et de nos lois, et l'obtention, pour notre race, de sa juste part d'influence en Amérique.

Eh, Messieurs, peut-on dire aujourd'hui en face des lâchetés et des trahisons du passé, du fanatisme, des faiblesses et des défaillances du présent, qu'il faille envisager sans crainte les dangers et les luttes de l'avenir !

Notre langue n'est-elle pas de fait proscrite au Manitoba et dans les territoires du Nord-Ouest ; et nos compatriotes du diocèse de Saint-Boniface ne voient-ils pas, depuis déjà plus d'une année, leurs droits de pères et de catholiques indignement foulés aux pieds, malgré les garanties de l'acte fédéral de 1870, par une majorité anglaise et protestante !

De tous côtés l'hydre du fanatisme de race et de croyance dresse la tête et lance son venin au Manitoba, dans Ontario, comme dans Québec.

Que dire de cette croisade hypocrite organisée tout récemment contre l'illustre Compagnie de Jésus, par des sociétés et des feuilles protestantes, au sujet d'un acte de restitution bien tardive que le gouvernement provincial venait d'accomplir à la satisfaction de sa conscience, et à l'honneur de son nom de catholique !

Et cependant depuis 1800, l'élément protestant avait nourri grassement ses instituteurs et maintenu solidement ses écoles avec les revenus des biens dont les enfants de saint Ignace avaient été injustement spoliés par la couronne anglaise !

Que penser de cet acte fédéral incorporant tout dernièrement la secte politico-religieuse des orangistes, que le prince de Galles avait formellement refusé de rencontrer à Kingston en 1860, et que, jamais en Angleterre, aucune législation n'a reconnue comme société digne de parader au grand jour dans les démonstrations publiques ! Après un pareil précédent, M. Dalton McCarthy, le chef des treize députés au dernier Parlement d'Ottawa, peut bien espérer, qu'avec un peu